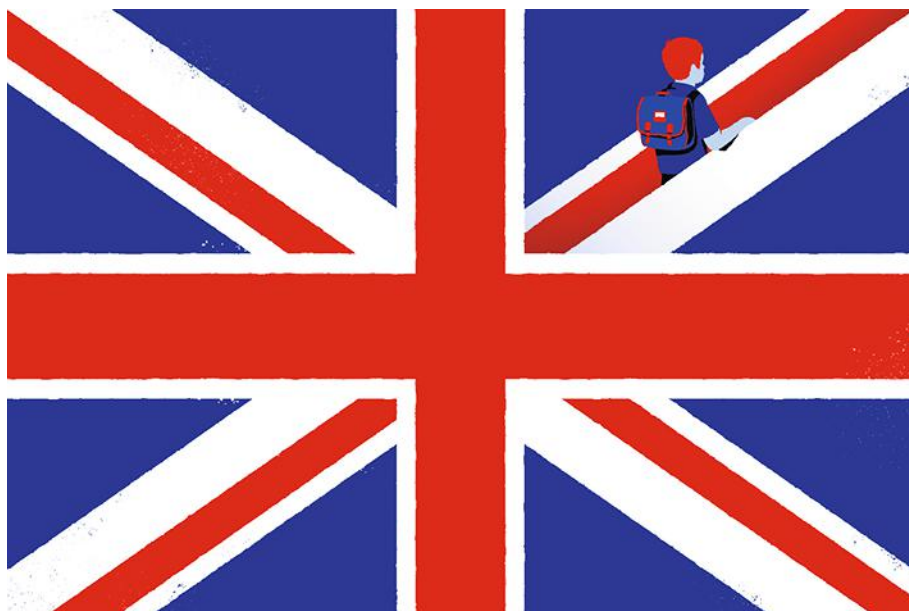


ÉLITISME

Tu seras bilingue, mon fils !

Les parents les plus aisés poussent leurs enfants à maîtriser parfaitement l'anglais. Un nouveau marqueur social est né.

PAR AGNÈS LAURENT



LAURENT DUVOUX/TALRIE WALKIE

Dans certains quartiers de la capitale, il suffit de tendre l'oreille à l'heure de la sortie de l'école pour prendre la mesure du phénomène.

Là, un petit garçon s'adresse à sa jeune fille au pair en anglais, « *Can you help me, please?* ». Un peu plus loin, une demoiselle raconte qu'elle part le trimestre prochain en internat dans un collège britannique. Quel âge a-t-elle ? 12 ans ? 13 peut-être. Au coin de la rue, un groupe d'adolescents bavarde devant un établissement privé bilingue. Pour les prochaines vacances, l'un ira à Boston, l'autre à New York, le dernier à Londres. Caricatural ? Non, dans certains milieux aisés, l'anglais est devenu un *must have*. Les enfants ne se contentent pas d'annoncer des bouts de phrase bancals ou de partir en séjour linguistique façon *A nous les petites Anglaises!* Dès le plus jeune âge, ils apprennent à parler la langue

de Shakespeare avec un accent impeccable, à coups de cours privés et de *summer camps*, la version chic et anglosaxonne des colonies de vacances.

Bien avant les autres, leurs parents ont compris qu'être bilingue était la clef d'une scolarité, puis d'une carrière professionnelle brillantes. « Nous vivons dans un monde concurrentiel, mondialisé, avec des systèmes éducatifs qui ont de meilleurs résultats que le nôtre. Pour les enfants, l'anglais n'est plus une option, c'est une obligation », souligne Jean-Xavier Moreau, directeur général de l'Ecole internationale bilingue de Paris, où 1 000 demandes d'inscription sont restées en souffrance cette année. Longtemps, seuls les couples binationaux ou les expatriés se sont souciés de cette question. Ils sont désormais bien plus nombreux. « On est face à des parents hyper inquiets pour leur progéniture, qui surinvestissent dans l'éducation. Cela rejoint l'idée de faire du codage à 5 ans, de l'équitation le lundi,

d'aller au conservatoire le mardi... » note Clotilde Boulet, directrice du jardin d'enfants des Nations-Unies, à Paris.

Etre polyglotte est un plus pour accéder aux meilleures écoles. A Sciences po ou à HEC, mais aussi à Polytechnique, qui a créé depuis deux ans un bachelors venu concurrencer les traditionnelles classes préparatoires. En fin de cursus, pour valider un diplôme d'ingénieur ou de commerce, il est désormais fréquent de devoir afficher une certaine note aux tests de niveau d'anglais comme le Toefl ou le Toeic. Même Parcoursup s'y est mis, en intégrant, dans son questionnaire, une case pour valoriser une année scolaire à l'étranger. Et pour ceux rêvant de rejoindre de prestigieuses universités américaines, britanniques ou la très réputée université Bocconi, à Milan, l'anglais est indispensable. « L'atout concurrentiel est immédiatement payant car l'accès aux établissements d'élite est subordonné à une bonne pratique », assure Agnès van Zanten, sociologue et directrice de recherche au CNRS.

Plus tard, le bilinguisme est la porte d'entrée vers un parcours international ou le gage d'une carrière nationale accélérée par la capacité de parler au monde. Certains parents le savent, car ils sont eux-mêmes dans ce mouvement. D'autres veulent à tout prix éviter à leurs enfants les moments délicats qu'ils ont connus lorsqu'ils se sont retrouvés avec leur niveau « scolaire » dans une réunion ou une conférence téléphonique où tous les autres étaient bilingues. Question d'assurance, question de crédibilité aussi. « Dans le monde des affaires, des études ont montré qu'on ne faisait pas autant confiance à quelqu'un qui a un accent lorsqu'il parle anglais qu'à quelqu'un qui n'en a pas », rappelle Laurent Lavollay-Porter, directeur de l'Ecole bilingue Montessori de Paris.

Dominer la langue de Shakespeare est aussi le signe que l'on appartient à un monde à part. Un monde où l'on passe facilement ses vacances à l'étranger, où la consommation culturelle franchit les frontières, où la mondialisation est perçue comme une chance et non comme un risque. Un monde dans lequel les

- P. 32. Tu seras bilingue, mon fils !
- P. 33. Les enfants, grands gagnants des 35 h
- P. 34. Détenues radicalisées, un défi pour les prisons
- P. 34. Les E3C, quésaco ?

enfants se meuvent sans difficulté parce qu'ils ont appris depuis leur naissance à côtoyer des gens de cultures différentes, parce qu'ils glissent d'un univers à l'autre sans même y penser. Un monde où l'aisance s'est substituée – ou additionnée – au savoir quand ce dernier est devenu accessible au plus grand nombre avec la démocratisation des études supérieures.

Bien plus que les mathématiques, les sciences ou même le latin, la maîtrise de l'anglais est le marqueur d'une certaine classe sociale. Celle qui peut se passer de l'enseignement public des langues étrangères – qui intervient trop tard et de manière pas suffisamment intensive pour produire des résultats –, celle qui peut investir dans de l'enseignement privé. Dès le plus jeune âge des enfants. Au centre Helen-Doron à Paris, ce sont parfois des bébés de quelques mois qui viennent se familiariser à l'écoute d'un idiome étranger. Des études l'ont montré, le cerveau est doté d'une grande plasticité jusqu'à 6 ans, et c'est avant cet âge que l'apprentissage est le plus efficace. « Quand j'ai commencé, il y avait beaucoup de critiques, se souvient Elisabeth Zéboulon, directrice générale de l'école bilingue Jeannine-Manuel, l'une des plus réputées de la capitale, qui accueille les élèves dès la maternelle. On nous disait que nous faisons du mal en apprenant deux langues aux plus jeunes. Aujourd'hui, c'est totalement oublié. » Face aux limites de l'école publique, les parents se tournent vers le privé. Mais le ticket d'entrée est très élevé : entre 9 000 et 15 000 euros l'année pour les établissements en France, de 7 000 à 13 000 euros le trimestre en internat outre-Manche, parfois 2 300 euros la semaine pour les cours d'été en *summer school*. « Cela crée une fracture importante entre les classes supérieures et les autres. D'autant que, même à capital culturel équivalent, certains parents pourront payer et d'autres, non », nuance Agnès van Zanten.

Des entrepreneurs ont bien compris l'engouement suscité par l'anglais. Depuis cinq ans environ, les établissements plus ou moins sérieux, à la pédagogie plus ou moins rigoureuse, ont fleuri à Paris ou dans ses banlieues à fort niveau de revenus. L'Education nationale a aussi pris conscience de la nécessité de renforcer son enseignement. Jean-Michel Blanquer a promis le doublement du nombre de sections internationales entre 2017 et 2022. Benjamin Griveaux, en campagne pour les municipales à

Paris, a inscrit dans ses priorités le fait de rendre « tous les enfants parisiens bilingues à la sortie du collège ». Mais, pour l'instant, les parents aux revenus modestes qui souhaitent aider leurs enfants à acquérir un très bon niveau ne peuvent s'appuyer que sur des cours collectifs ou municipaux, à l'efficacité bien moindre que les institutions spécialisées. « La différence entre classes sociales n'est pas dans le tout ou le rien, mais dans la qualité du service. Dans les classes

moyennes, l'apprentissage sera moins précoce et moins intensif, alors que c'est fondamental », reprend Agnès van Zanten. « La priorité de l'Education nationale devrait être de rendre bilingues tous les élèves de banlieue. Cela favoriserait l'ascenseur social et ce serait une marque de respect à l'égard de ces enfants, une manière de leur dire : "Vous faites partie du monde" », complète Elisabeth Zéboulon. Un bel objectif, réservé, pour l'heure, à une minorité. *

Famille

Les enfants, grands gagnants des 35 heures

La réforme du temps de travail a permis aux salariés hommes et femmes de se consacrer davantage à leur rôle de parents.

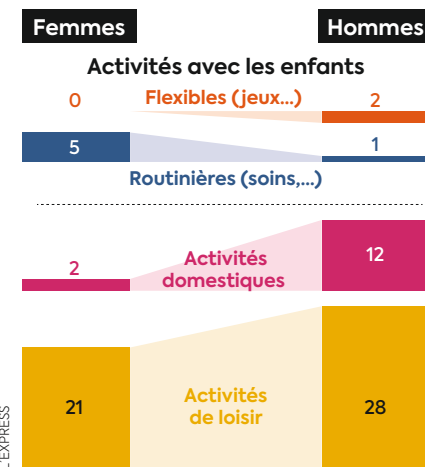
À qui profitent les 35 heures ? Alors que la loi Aubry, qui a réduit de quatre heures la semaine de travail, fête son 20^e anniversaire, une étude de l'Institut national d'études démographiques (Ined)* décortique son impact sur la sphère privée. Que faisons-nous de ces moments de liberté loin du boulot ? Les consacrons-nous au shopping, au sport, au bricolage ? Pas seulement. En réalité, les grands gagnants de cette nouvelle organisation sont les enfants. Les salariés dont la semaine s'est allégée passent plus de temps avec leurs rejetons que les parents encore aux 39 heures : 18 % de plus pour les femmes, 17 % de plus pour les hommes (soit, respectivement, cinq minutes de plus par jour pour les unes, et trois minutes de plus pour les autres). « Ce phénomène se vérifie dans la plupart des pays développés, précise Anne Solaz, chercheuse à l'Ined. Sans doute parce que l'investissement parental est plus valorisé socialement. Sur le plan éducatif, mais aussi en termes de développement général, on sait aussi aujourd'hui à quel point il est bénéfique pour l'enfant. »

Mais chacun ne s'investit pas exactement de la même façon auprès de sa progéniture. Pour les mères, la totalité de ces nouveaux moments partagés avec leurs petits est destinée aux tâches routinières (bain, repas, habillage...). Les pères, eux, ont une nette préférence pour les occupations récréatives (jeux, sorties...). « Des activités plus flexibles et

donc plus faciles à répartir selon leurs besoins ou leurs souhaits », explique Anne Solaz. Pour le sociologue Jean Viard, cette tendance s'inscrit dans une évolution historique. « La notion de gain de temps est totalement différente chez les femmes, qui ont conquis massivement le marché du travail ces trente dernières années, et chez les hommes, qui, à l'inverse, se sont attachés à investir un nouvel espace de temps libre, indique-t-il. Par ailleurs, les soins du corps appartiennent traditionnellement au registre féminin. »

Répartition des tâches familiales

Emplois principaux du supplément de temps libre (en minutes par jour) des salariés aux 35 heures, par rapport aux salariés à 39 heures



SOURCE : Ined